

## France : en pleine tourmente judiciaire, la directrice communication de McKinsey s'apprête à « prendre la fuite »



[Source : [lecourrier-du-soir.com](http://lecourrier-du-soir.com)]

Par Cheikh Dieng

En pleine tourmente judiciaire, la Dircom (directrice de communication) de McKinsey s'apprête à quitter son poste à la fin de l'année. Cette information a été révélée ce 14 décembre, date à laquelle une perquisition a été menée au siège parisien du cabinet de conseil américain visé par une enquête du PNF (Parquet National Financier).

Les rats s'apprêtent-ils à quitter le navire? Cette question se pose au moment où l'étau se resserre autour du cabinet de conseil McKinsey et de ses relations très suspectes avec le gouvernement français. Et c'est dans ce contexte houleux qu'un poids lourd du cabinet de conseil américain va quitter son poste à la fin de l'année.

Cette personnalité n'est autre que Charlotte Pasternak, nommée directrice de la communication du cabinet McKinsey en France en mai 2021. D'après le média *Consultor* spécialisé en cabinets de conseil, Pasternak a tout simplement décidé de quitter ses fonctions.

« Charlotte Pasternak, une ancienne de Danone (dont McKinsey est un consultant de choix) et du PMU (dont la DG est également une ancienne du cabinet), arrivée aux fonctions de directrice de la communication de McKinsey en France en mai 2021, quittera ses fonctions à la fin de l'année, a appris *Consultor*. Elle a eu à gérer une des plus importantes crises de réputation de l'histoire de la firme depuis qu'elle s'est implantée dans l'Hexagone en... 1964 », révèle la source.

Et *Consultor* d'ajouter : « ainsi, encore tout récemment, apprenait-on que Charlotte Pasternak avait initié un appel d'offres pour protéger sa réputation ». En effet, il y a moins d'un mois, le média d'investigation *Lettre A* révélait que le cabinet de conseil américain avait lancé un appel d'offres pour nettoyer sa réputation.

« Le numéro un mondial du conseil, McKinsey, a lancé un marché début novembre

pour améliorer son image, en réaction à la divulgation de son recours à l'optimisation fiscale. Plusieurs agences planchent sur l'e-réputation de la marque, qui affronte une nouvelle tempête judiciaire sur le financement de la campagne d'Emmanuel Macron », nous a appris *Lettre A* le 25 novembre dernier.

Il faut dire que cette tentative de redorer son image intervient dans un contexte extrêmement difficile pour la multinationale américaine secouée par de nombreux scandales en France, aux Etats-Unis mais aussi dans d'autres pays du monde, tels que l'Afrique du Sud.

En France, le cabinet est accusé de favoritisme et d'avoir touché plusieurs millions d'euros de l'Etat français qui n'a cessé de recourir à ses services. D'ailleurs, en novembre dernier, il a été révélé que l'Etat français a dépensé 28 millions en cabinets de conseil lors de la pandémie et de cette somme, 6,7 millions sont allés tout droit dans les poches de McKinsey.

C'est du moins ce que nous a appris le média *Marianne*. En effet, d'après cette source qui cite un rapport du sénat français, 28 millions d'euros ont été dépensés en cabinets de conseil lors de la pandémie à Coronavirus. La source précise que l'information est apparue dans le rapport « Santé » du Budget de l'Etat et a été confirmée par la députée Véronique Louwagie.

Les cabinets ayant bénéficié de cette immense ont été cités. Il s'agit de : Citwell Consulting, Accenture, CGI (comprenant sa filiale française CGI France) et McKinsey, qui travaillait avec sa société Orphoz. Et les dépenses ont connu une hausse vertigineuse lors de la période allant de mars 2021 à mai 2022.

« En novembre 2021, Véronique Louwagie avait évalué à 11,2 millions d'euros, le montant de la première facture liée au recours aux consultants entre mars 2020 et février 2021. Au total, ce sont ainsi 28,6 millions d'euros qui ont été dépensés par l'exécutif auprès de cabinets privés pour gérer la crise sanitaire », renseigne la source. Et sans surprise! Le cabinet américain McKinsey a touché le jackpot en empochant 6,7 millions d'euros pour trois missions réalisées entre mars et août 2021.

« Le cabinet de conseil américain, champion de l'évasion fiscale, était notamment venu en appui de la *task force* de vaccination du ministère de la Santé. Pour compléter le podium : Accenture a remporté 19 appels d'offres, pour un montant global de 5,3 millions d'euros, suivi juste derrière de la société Citwell, qui a empoché 3 millions d'euros. Cette dernière avait été appelée en renfort, d'avril à juillet 2021, pour l'accompagnement logistique et la distribution des vaccins contre le Covid-19 », détaille le rapport.

Le départ de Charlotte Pasternak est certainement dû à la crise qui secoue le cabinet de conseil sous le feu des critiques depuis le début de la pandémie. D'ailleurs, ce 14 décembre, son siège parisien a été perquisitionné par la justice française qui mène une enquête sur ses liens avec la campagne présidentielle de Macron en 2017.

---